

La neutralité armée en action



Le colonel Megill en conversation avec un soldat Suisse durant l'exercice.

Du 20 au 23 novembre, deux représentants canadiens ont assisté à des manoeuvres au cours desquelles 25 000 militaires suisses ont transformé le nord-est de leur pays en forteresse durant un exercice destiné à montrer avec quelle rapidité les forces suisses peuvent être mobilisées et déployées en cas d'attaque.

M. Gordon Vachon, agent principal à la recherche sur la vérification aux AECEC, et le colonel William Megill, conseiller militaire auprès de la délégation canadienne aux négociations sur les FCE et les mesures de confiance et de sécurité à Vienne, ont été invités avec les représentants d'autres États participants de la CSCE à assister à l'exercice, comme le prévoit le Document sur les mesures de confiance et de sécurité signé à Stockholm en 1986. Les observateurs devaient confirmer que l'exercice était mené conformément aux dispositions de la notification. Les autorités suisses ont fait le nécessaire pour qu'ils soient bien informés et puissent suivre le déroulement des opérations à toutes les étapes.

Participaient à l'exercice une division mécanisée et une division de campagne, y compris 150 chars de combat principaux, 60 pièces d'artillerie lourde, 22 hélicoptères et environ 250 sorties d'aéronef à des fins de reconnaissance et d'assaut terrestre. Les observateurs

ont pu suivre ces activités en partie, regarder évoluer des bataillons à bicyclette — une formation plutôt inusitée — et visiter des hôpitaux pleinement opérationnels (mais vides) prêts à accueillir en tout temps des blessés qui, espère-t-on, ne se manifesteront jamais.

La moitié des effectifs avaient déjà suivi un stage de "recyclage" de deux semaines dans diverses installations militaires, en classe ou dans les polygones. Le moment venu de la mobilisation, ces effectifs — essentiellement constitués de miliciens — ont été déployés pour servir d'écran aux forces qui se sont présentées aux dépôts afin d'y prendre du matériel mécanisé et des armements lourds pour ensuite gagner des positions défensives prédéterminées. En l'espace de quelques heures, sous la pression de "l'envahisseur", l'appareil de défense était en place. Dans ce coin de la Suisse, l'état de guerre s'était temporairement substitué à l'état de paix.

Les observateurs ont pu se faire une meilleure idée de la neutralité armée et de l'engagement national que supposait une telle politique. Non seulement tout homme en santé peut s'attendre à recevoir un entraînement de base mais, au cours des trente années qui suivent, il devra aussi participer régulièrement à des séances de recyclage et notamment à des exercices de mobilisation du

genre de celui qui a eu lieu en novembre. La force active régulière est fort réduite (quelque 6 000 militaires); en revanche, plus de 600 000 miliciens peuvent être mobilisés dans les 24 heures et être prêts au combat en moins de 48 heures. Le matériel lourd est entreposé dans des dépôts, et chaque soldat garde chez lui son arme et ses munitions.

Durant l'exercice, les troupes et les véhicules ont pu circuler sans problème dans les villages et la campagne. Les véhicules se dissimulaient entre les édifices; les usines, les entrepôts et les stationnements souterrains étaient transformés en quartiers généraux et en bivouacs; les unités pouvaient se servir des édifices publics; et, où qu'elles aient été stationnées, les troupes pouvaient compter sur des rations chaudes préparées sur place. Pourtant, l'exercice a laissé des séquelles physiques, sans compter la perturbation de la vie quotidienne de la population et les coûts cachés pour l'économie — que les Suisses étaient par ailleurs disposés à accepter. Les Canadiens se sont entretenus avec l'administrateur en chef d'une grosse banque privée (commandant de régiment), un pilote de Swissair (officier des opérations aériennes), un ingénieur civil (militaire cycliste), un architecte (commandant de la garde - démolition de ponts) et bon nombre d'autres dont les employeurs étaient habitués depuis longtemps aux absences rendues nécessaires par des exercices du genre.

L'exercice a réussi à montrer d'une part que le système de mobilisation fonctionne s'il est préparé comme il se doit et est régulièrement testé et d'autre part que le potentiel militaire de la Suisse, tel qu'il a été configuré et déployé, est destiné à des fins défensives et non offensives. Il a en outre livré à tous les observateurs un message politique important: une attaque dirigée contre la Suisse serait une entreprise coûteuse et ardue. Enfin, l'exercice a aussi montré aux observateurs canadiens que la défense de la souveraineté nationale d'un État neutre comporte des coûts réels élevés. ■